

REGLEMENT DE CONSULTATION

SECTION I

1. Nom et adresse officiel du pouvoir adjudicateur :

LE NID

Société Coopérative de Production d'HLM
26 boulevard du 21^{ème} Régiment d'Aviation
54 000 NANCY

Téléphone : 03 83 36 42 20

2. Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 (dix) jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite. La réponse, faite par le pouvoir adjudicateur, sera alors adressée à l'ensemble des candidats.

S'adresser à :

LE NID
Monsieur le Directeur Général
26 boulevard du 21^{ème} Régiment d'Aviation
54 000 NANCY
Téléphone : 03.83.36.42.20

E-mail : contact@le-nid.fr

3. Adresse à laquelle les offres doivent être envoyées

Dépôt des offres:

Les offres devront être transmises :

Avant le Mardi 25 Mai 2021 à 17 h 00 délai de rigueur
(Tout dossier reçu après ce délai sera refusé)

Les candidats devront prendre toutes les dispositions nécessaires pour déposer leur dossier avant cette échéance.

Les candidats pourront transmettre leur dossier :

1. Sous format papier : envoi sous pli cacheté à l'adresse de la coopérative HLM (voir adresse ci-dessus) ou dépôt, contre récépissé, auprès de l'accueil de la coopérative à Nancy (54 000) de 9h00 à 12h00 et de 13h45 à 17h00 du lundi au vendredi sauf jours fériés et fermetures exceptionnelles.
Le dépôt des dossiers en format papier à cette adresse unique est obligatoire

2. Par moyen électronique à l'adresse suivante : <https://www.le-nid.fr/marches/>
Ou encore à l'adresse suivante : contact@le-nid.fr

- Formats** Pour les documents exigés par le Pouvoir Adjudicateur, les formats autorisés en réponse sont : PDF, Word.
Si l'opérateur économique souhaite transmettre des documents supplémentaires autres que ceux exigés par le Pouvoir Adjudicateur alors il lui appartient de transmettre ces documents dans des formats réputés « largement disponibles » (ex. : Word 97-2003, PowerPoint 97-2003, RTF, DWG, JPG, AVI ...).
- Virus** Il est ici rappelé, qu'il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et de s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus.
- Signature** Les documents devant être signés peuvent, s'ils sont remis sous forme électronique, être signés à l'aide d'un certificat de signature électronique, dans des conditions conformes à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique des marchés publics.
- Les documents devant être obligatoirement signés sont les suivants :
- Lettre de candidature
 - Acte d'engagement

4. Type d'acheteur public :

LE NID

Société Anonyme Coopérative de droit privé,

De construction de logements HLM en vue de les vendre.

Activité principale du pouvoir adjudicataire : Accession sociale à la propriété, réalisation et vente de biens d'habitation.

SECTION II

1. Description

1.1. Type de marché de service : ☒ 6a –Services d'assurances

1.2. Description/Objet et lieu d'exécution du marché

✓ **Accord-cadre de Prestations de services d'assurance en Dommage-Ouvrages - Tous Risque Chantier –Constructeur Non Réalisateur.**

1.2.1 Nature et consistance de l'ouvrage

Construction et/ou réhabilitation d'immeubles d'habitations collectif et/ou individuel, avec ou sans accession à la propriété.

1.2.2 - Contenu de la mission envisagée

Passation de contrats d'assurance dans le cadre de la construction et réalisation et/ou réhabilitation d'immeubles d'habitations collectif et/ou individuel, avec ou sans accession à la propriété.

Et portant sur les prestations suivantes :

- ❖ Assurance Dommages Ouvrages (D.O) + CNR (CONSTRUCTEUR Non Réalisateur)
- ❖ Tous Risques Chantier (T.R.C)

Le candidat devra faire une proposition entièrement conforme portant sur les garanties légales, les garanties facultatives telles que mentionnées.

1 lot unique mis en consultation : **lot intitulé « Assurances DO Le Nid »**

1.3. Nomenclature communautaire pertinente (CPA/NACE/CPC/CPV)

Code NUTS : FR 411

Secteur géographique : Nancy (54 000), Métropole du Grand Nancy, Communauté de communes avoisinantes, département de la Meurthe et Moselle, et départements voisins de la région Grand Est de façon occasionnelle (Vosges, Moselle, Meuse...etc.)

Code CPV : 66510000-8 (Services d'assurance)
66513200-1 (services d'assurance tous risques chantier)

1.4. Caractéristiques principales :

La consultation est ouverte à toutes les catégories d'assureurs:

- Agents généraux et courtiers (intermédiaires d'assurances) qui seront chargés du placement des contrats et de leur gestion.
- Mutuelles et autres organismes d'assurances.

Estimations pour les 4 années à venir :

LE NID projette la réalisation d'une dizaine opérations de promotion immobilière sociale représentant ensemble environ 248 logements

La programmation prévisionnelle de construction pour ce maître d'ouvrage est détaillée en annexe.

Il s'agit d'un contrat à alimenter pour les futures opérations dont les conditions tarifaires sont définies dans un bordereau de prix. Un bon de commande interviendra pour chacune des opérations au fur et à mesure de leur lancement.

Marché à bons de commandes sans minima ni maxima en valeur ou en quantité passé selon la réglementation en vigueur.

Le présent marché est soumis aux dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 prise en application de la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014, et les dispositions du décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Ces dispositions sont relatives aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics.

Variantes autorisées ☒ Non ☐ Oui
Les variantes libres ne sont pas autorisées

1.5. Durée du marché ou délai d'exécution :

La durée du marché est de 4 ans et 6 mois.

Le contrat prendra effet le 1^{er} juillet 2021 et son terme est fixé au 31 décembre 2025

Date prévisionnelle de notification : fin juin 2021

SECTION III

Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

1. Conditions relatives au marché

1.1. Cautions et garanties exigées :

Garanties exigées des titulaires du marché :

1/ Retenue de garantie :

Aucune retenue de garantie ni cautionnement ne sera appliquée dans le cadre du présent marché.

2/ Avances :

Sans objet.

1.2. Modalités de financement et de paiement

Financement : Financement sur fonds propres ou emprunts de chacun des organismes concernés

Délai de règlement : Règlement des primes à 45 jours maximum à compter de leur date d'arrivée.

1.3. Forme juridique que devra revêtir le groupement d'entrepreneurs, de fournisseurs ou de prestataires de services attributaire du marché

Prestataire unique, groupement solidaire ou groupement conjoint (avec mandataire solidaire) par lot.

Il n'est pas possible de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membre d'un ou plusieurs groupements
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Une entreprise mandataire d'un groupement ne pourra représenter en cette qualité plus d'un groupement.

La présente consultation est réservée à toutes les catégories d'assureurs:

- agents généraux et courtiers (intermédiaires d'assurances) qui seront chargés du placement des contrats et de leur gestion.
- mutuelles et autres organismes d'assurances.

Les entreprises désirant sous-traiter une partie de leurs prestations devront obligatoirement le faire savoir à la coopérative, sous peine de se voir résilier leur marché.

Ils devront obligatoirement présenter un dossier d'agrément de l'entreprise concernée.

La sous-traitance est régie par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et le chapitre II du titre IV du Code des Marchés Publics.

La sous-traitance est interdite en fournitures courantes, de part la nature même du contrat de sous-traitance qui est assimilé à un contrat de vente.

Le titulaire d'un marché peut sous-traiter partiellement son marché à condition d'avoir obtenu de l'établissement l'acceptation de chaque sous traitant et l'acceptation des ses conditions de paiement. L'acceptation par l'administration confère au sous-traitant le droit au paiement direct pour toute créance supérieure ou égale à 600 € et dans la limite du montant du sous-traité.

Le titulaire du marché est responsable des prestations réalisées par son sous-traitant.

1.4. Prix

Marché à prix unitaires sur bordereau

2. Conditions de participation

2.1. Critères de sélection des candidatures

- production des documents et attestations demandées
- remplir les conditions prévues
- fournir les pièces demandées dans le règlement de la consultation
- agrément du candidat pour effectuer des opérations d'assurance.

2.2. Capacité économique et financière – références requises

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

- preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
- déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

2.3. Capacités techniques

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies : la recevabilité technique sera appréciée en fonction des justifications fournies par les candidats pour démontrer leur aptitude à réaliser les prestations d'assurance construction visées en objet :

- par références illustrées, commentées et chiffrées sur les 3 dernières années, si possible similaires aux caractéristiques de la présente opération.
- par indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestations de services de même nature que celle du marché.

La participation est réservée à une profession particulière. En application des articles L310.1 et L511.1 et suivants du Code des Assurances, les prestations sont réservées aux mutuelles d'assurance, aux compagnies d'assurances et /ou intermédiaires habilités à présenter des opérations d'assurance.

3. Modifications au dossier de consultation

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard sept (7) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications au dossier de consultation. Les entreprises devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Important : dans le cas de téléchargement du dossier de consultation sur la plateforme du site Internet, les candidats doivent s'assurer de la validité de leurs coordonnées complètes (dont l'adresse e-mail et numéro de télécopie) saisies sur ladite plateforme.

En effet, la coopérative LE NID peut être amené à apporter d'éventuels compléments, précisions ou rectifications au dossier et en informer les candidats par messagerie électronique et/ou par télécopie.

Jusqu'à la phase de notification des marchés, la coopérative LE NID pourra également communiquer, par messagerie électronique et/ou par télécopie, avec les candidats. Les coordonnées communiquées (dont adresse e-mail) dans leur dossier ou sur la plateforme du site Internet devront obligatoirement être valables pendant toute cette période.

La responsabilité de la coopérative LE NID ne pourra pas être engagée en cas d'impossibilité ou difficulté de communiquer dans ces conditions. Ainsi, la responsabilité de la coopérative LE NID ne pourra pas être recherchée si le candidat a communiqué une adresse électronique erronée, s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure, s'il a retiré le dossier de consultation de manière anonyme.

Le candidat prendra les dispositions nécessaires pour empêcher que les correspondances électroniques provenant de la plateforme www.marches-securises.fr ou de la coopérative LE NID ne soient considérées comme des spams, mais devront être considérés comme des messages avec une importance haute.

Toute erreur, omission ou méconnaissance des prestations ne pourra entraîner une modification des prix proposés.

SECTION IV

1. Procédure

☑ **Appel d'offres ouvert suivant les dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et son décret d'application n°2016-360 du 25 mars 2016.**

☑ **Commandes ponctuelles sur Bordereaux de Prix Unitaire suivant les mêmes dispositions réglementaires sans engagement minimum ni maximum en valeur ou en quantités.**

2. Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

Critères d'attribution pondérés énoncés ci-dessous : Offre économiquement la plus avantageuse

Critères éliminatoires :

Leur non respect entraînera le rejet automatique de l'offre au motif de non-conformité

- Respect des dispositions prévues dans le règlement de la consultation
- Fourniture du mémoire méthodologique.
- Offre sans réserves

Critères d'attribution :

- **Prix ; pondéré à 55 %**

La note maximale sera attribuée à l'offre financière la plus basse.

- **Valeur technique de l'offre : pondérée à 45 %.**

Les éléments uniquement pris en compte dans le cadre de l'analyse de ce critère sont les informations données par les candidats dans un **mémoire méthodologique obligatoire**. Leur non-respect lors de l'exécution du marché pourra entraîner la mise en œuvre de mesures coercitives à l'égard de l'attributaire.

Le jugement de la valeur technique sera fonction de la pertinence des réponses apportées par les candidats.

L'analyse de la valeur technique des propositions portera sur les points suivants :

- Informations relatives à l'organisation et aux moyens humains et matériels mis en œuvre pour réaliser le meilleur service (suivi commercial, gestion des polices, avec identification et coordonnées des Responsable commercial - Responsable gestion technique et administrative - Responsable gestion des sinistres et leurs adjoints) : **20%**
- Respect du cahier des charges : **10%**
- modalités du suivi et de la gestion des sinistres (organisation, modalités détaillées) : **15%**

Important : dans le cas de groupement d'opérateurs économiques, un seul et unique mémoire méthodologique devra être présenté. Si plusieurs mémoires sont remis au sein d'un groupement, l'offre sera alors rejetée car considérée comme irrégulière.

Dans le cadre de réponse sur plusieurs lots, possibilité, à l'initiative du candidat, de remettre un mémoire par lot ou un mémoire commun à tous les lots.

L'offre retenue sera celle totalisant le plus de points et qui sera par conséquent l'offre économiquement la plus avantageuse.

En cas d'égalité entre candidats, l'entreprise retenue sera celle totalisant le maximum de points pour le critère « valeur technique »

3. Renseignements d'ordre administratif

3.1. Documents contractuels et documents additionnels – conditions d'obtention : Date limite d'obtention

Date limite pour la réception des demandes de documents ou pour l'accès aux documents : Date limite mentionnée à la section I.3. ci-avant.

3.2. Langue devant être utilisée dans l'offre ou la demande de participation :

Les candidatures et offres sont entièrement rédigées en français ainsi que les documents de présentation associés.

3.3. Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

SECTION V

Contenu du dossier de la consultation (liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public)

- Déclaration du candidat
- Présent règlement de consultation
- Acte d'engagement
- C.C.A.P. (Cahier des Clauses Administratives Particulières)
- C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
- Statistiques sinistres

Modalités de remise des dossiers

Les dossiers seront remis **sous pli cacheté en joignant les documents détaillés comme suit :**

LES PIECES RELATIVES A LA CANDIDATURE :

- 1/ Lettre de candidature (modèle DC1 ou équivalent) dûment complétée et signée,
- 2/ Déclaration du candidat (modèle DC2 ou équivalent) précisant notamment le chiffre d'affaires réalisé au cours des 3 derniers exercices.
- 3/ Références :
Références obligatoirement décrites, commentées, datées et chiffrées sur les 3 dernières années, si possible similaires aux caractéristiques de la présente opération.
- 4/ Si l'entreprise est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements.
- 5/ Etat annuel daté certifiant de la régularité de la situation fiscale au 31 décembre 2020 (NOTI2), justifiant que l'entreprise soumissionnaire est à jour du règlement de ses cotisations sociales de moins de six (6) mois.
Dans un premier temps le soumissionnaire pourra fournir une attestation certifiant sur l'honneur qu'il est à jour de ses cotisations sociales et fiscales, sachant qu'il lui faudra **présenter ces attestations sous un délai de 10 jours dans le cas où il serait attributaire du marché.**
Bien entendu, en l'absence de l'état annuel (NOTI2), il conviendra de fournir l'ensemble des liasses fiscales (feuillets 1, 2, 3 et éventuellement 4) et sociales : URSSAF, Pôle Emploi, Congés Payés, Caisse Maladie et Caisse Vieillesse.
Pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription, fournir le récépissé du dépôt de déclaration.
- 6/ Attestation d'assurance couvrant l'activité professionnelle du candidat.
- 7/ Pour les entreprises créées récemment, fourniture de déclarations appropriées de banque garantissant sa situation financière lui permettant d'exercer sa prestation dans des conditions normales.
- 8/ indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestations de services de même nature que celle du marché.
- 9/ Document à fournir relatif au pouvoir de la personne signataire des documents remis.
- 10/ L'agrément du candidat pour effectuer des opérations d'assurance.
- 11/ Les intermédiaires devront fournir :
 - Les attestations d'assurance responsabilité civile et garantie financière
 - Le mandat de l'assureur

Important :

- si l'assureur se présente seul et sans intermédiaire, il transmet les pièces administratives qui le concernent.
- Si l'assureur se présente avec un agent, les documents à remettre seront ceux de l'agent et de l'assureur.

- Si l'assureur se présente avec un courtier, chaque membre transmet les documents (de même dans le cas d'une co-assurance)

Ces documents seront à fournir par chacun des opérateurs économiques membres du groupement, sauf la lettre de candidature DC1 qui devra être signée par l'ensemble des membres composant l'équipe.

En cas de groupement, l'ensemble des documents communs (DC1 et offre) devra être signé par l'ensemble des membres. La seule signature du mandataire est possible si les autres membres du groupement lui donnent pouvoir d'agir en leur nom (pouvoir à joindre, ou mention à préciser dans le formulaire DC1).

IMPORTANT : L'ENSEMBLE DES DOCUMENTS A SIGNER ET A CERTIFIER DOIVENT L'ETRE PAR UNE PERSONNE HABILITEE A ENGAGER LA SOCIETE. SON NOM DEVRA FIGURER SUR L'IMPRIME DC1 ET SON POUVOIR JOINT.

LES PIECES RELATIVES A L'OFFRE :

- l'Acte d'Engagement complété, paraphé et signé
- le CCAP paraphé
- le CCTP paraphé
- le mémoire méthodologique

Important : en cas de réponse en version papier les candidats devront obligatoirement fournir sur format électronique (réponse électronique ou CD ou clé USB) l'ensemble des pièces relatives à l'offre dûment complétées. Les valeurs qui y seront indiquées devront impérativement être identiques à celles précisées dans la version "papier".

L'enveloppe devra être revêtue de la mention suivante :

**"NE PAS OUVRIR – ACCORD CADRE
De Prestations de services d'assurance dommage-ouvrages
Lot LE NID "**

4. Renseignements complémentaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas donner suite à la présente consultation.

La présente consultation pourra être déclarée sans suite par l'OPh pour des motifs d'intérêt général.
Cette déclaration pourra porter sur un, plusieurs voire l'intégralité des lots mis en consultation.

L'abandon de la procédure pour un motif d'intérêt général ne donne pas lieu à indemnisation des candidats

Les directives mentionnées dans le présent règlement de consultation devront être respectées sous peine de rejet de l'offre au motif de non-conformité

ANNEXE DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Programmation prévisionnelle

Voir fichier joint

La société LE NID projette la réalisation d'une dizaine d'opérations de promotion immobilière sociale représentant environ 240 logements.

**Les informations communiquées sont données à titre indicatif et n'engagent pas le maître d'ouvrage.
D'autres opérations sont susceptibles d'être ajoutées en cours de marché.**